



Strasbourg, 3 juillet 2015

T-PD(2015)RAP32Abr_Fr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL
[STE n° 108]
(T-PD)**

32^{ème} réunion plénière

Strasbourg, 1-3 juillet 2015

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de droit

Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD), créé au titre de l'article 18 de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel [STE N° 108], a tenu sa 32^{ème} réunion plénière à Strasbourg du 1 au 3 juillet 2015 sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le T-PD et la liste des participants¹ font l'objet des annexes 1 et 2.

Le T-PD:

1. prend note des informations présentées par M. Philippe Boillat, Directeur Général, Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit et notamment –

- la modernisation de la Convention 108,
- les développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données et domaines connexes depuis la 31^{ème} réunion plénière (2-4 juin 2014), notamment la Conférence européenne des autorités de protection des données que le Conseil de l'Europe avait co-organisé avec la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) le 5 juin 2014,
- l'état des signatures, ratifications et adhésions à la Convention 108, en saluant au passage la participation de tous les Etats tiers présents à la réunion.

En réponse à la question du Président du Comité sur le manque de ressources allouées à la protection des données, le Directeur Général assure que la protection des données est parmi les priorités du Conseil de l'Europe et il se montre optimiste quant à l'obtention prochaine de ressources supplémentaires ;

2.1 prend note de l'avancée des **travaux de modernisation de la Convention 108** et de la décision du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de reprendre l'examen du texte de la Convention 108 modernisée après l'été, en raison des réserves qui ont été formulées par l'Union européenne et par la Fédération de Russie sur le texte approuvé par le Comité ad hoc sur la protection des données (CAHDATA) les 1-3 décembre 2014. Le Président attire l'attention du comité sur l'éventualité d'introduire des dérogations à l'article 9 de la Convention 108 modernisée concernant les articles 12 et 12bis, ce qui affaiblirait le niveau de protection par rapport au texte actuel de la Convention et du protocole additionnel, qui ne prévoient pas une telle possibilité de dérogation. Le comité reconnaît par ailleurs que la formulation de l'article 12(7) du projet de modernisation est problématique et charge son Bureau d'examiner la question afin d'aboutir à des propositions de reformulation ;

2.2 prend note de la présentation faite par l'expert (Mme C. Gayrel) sur la structure du projet de questionnaire qui servira de base au **mécanisme d'évaluation et de suivi** et charge son Bureau d'élaborer, en collaboration avec l'expert, un projet de questionnaire ;

3. prend note du projet de **rapport explicatif** tel qu'il a été modifié à la lumière des observations reçues des membres et observateurs du CAHDATA ;

4. prend note **de l'état des signatures**, ratifications et adhésions à la Convention 108 et à son Protocole additionnel, et notamment de la ratification de la Convention 108 par Saint Marin, la ratification du Protocole additionnel par le Danemark, l'invitation faite à Maurice et au Sénégal d'adhérer à la Convention 108 et à son Protocole additionnel, ainsi que l'intention de la Tunisie de déposer rapidement une demande d'invitation à adhérer ;

¹ 79 participants au total, 40 hommes et 39 femmes.

5. procède à la **réélection** de la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe – Mme Eva Souhrada – Kirchmayer - pour un mandat de trois ans et à l'**élection** d'un nouveau membre du Bureau – M. Péter Kimpiàn (Hongrie) - en remplacement de Mme Jouret (Belgique) qui a changé des fonctions et n'est plus membre du Bureau ;

6.1 prend note de la présentation faite par l'expert (M. E. Beaman) sur la base de son projet de rapport relatif à l'**utilisation des données à caractère personnel par la police**, ainsi que de sa proposition sur la nécessité d'avoir un instrument contraignant en la matière, tient un échange de vues et confirme que l'élaboration d'un guide pratique sur l'utilisation des données par la police serait l'approche adéquate au regard du contexte actuel. Il charge le bureau d'assurer le suivi nécessaire et de proposer les actions requises ;

6.2 prend note du projet de rapport présenté par les experts (M. D. Korff et Mme M. Georges) sur le sujet de « Dossiers passagers (PNR), exploration et protection des données : la nécessité de solides garanties », charge les experts de finaliser leur rapport au vu des discussions et convient qu'un projet d'avis sera préparé par le bureau sur la base des recommandations fournies par les experts ;

7. prend note de la présentation de l'expert (Mme J. Bossi Malafosse) sur la base de son rapport visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la **protection des données médicales** et ayant procédé à un échange de vues, décide que l'élaboration d'une nouvelle Recommandation qui prendra en compte les nouveaux défis posés par les développements technologiques serait à envisager et charge son Secrétariat d'œuvrer en ce sens afin qu'un projet de recommandation soit soumis au comité lors de la prochaine réunion Plénière ;

8. prend note des informations apportées par la délégation du Liechtenstein sur les **échanges automatiques de données**, relatives aux développements récents au niveau de l'Union européenne et aux défis posés, notamment suite à la déclaration du G29 du 4 février 2015 et de la Directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 portant amendement à la Directive 2011/16/UE et charge son Secrétariat de commissionner un expert afin d'étudier la jurisprudence relative au principe de proportionnalité et son bureau d'examiner la suite à donner aux propositions faites par Liechtenstein ;

9. prend note des informations présentées par l'expert (Mme A. Rouvroy) dans le cadre du projet de rapport préliminaire au sujet de **Mégadonnées** (Big Data), tient un échange de vues avec l'expert et convient que sur la base des recommandations adressées par l'expert dans son rapport final, et notamment au regard du rôle de la convention 108 pour relever les défis posés par les Mégadonnées, le bureau identifie les actions possibles à entreprendre en la matière ;

10. prend note du rapport sur « les procédures et politiques de l'**ICANN** du point de vue des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques », ainsi que de la déclaration du Comité des Ministres sur « l'ICANN, les droits de l'homme et l'Etat de droit », présentés par l'expert (Mme M. Zalnierute), et charge son Secrétariat de s'associer avec le coordinateur de la Politique d'Internet du Conseil de l'Europe, dans le cadre du CDMSI, pour se joindre aux activités en cours ou à venir, dans le domaine de son expertise ;

11. prend note des informations présentées dans le cadre de la **coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe** et notamment des travaux pertinents menés par le Comité directeur sur les Médias et la Société de l'information (CDMSI), par le Comité Bioéthique (DH-BIO), par le Commissaire aux Droits de l'Homme sur le sujet de « la prééminence du droit sur l'internet et dans le monde numérique en général » et sur « le contrôle démocratique et effectif sur les services nationales de

sécurité » et, enfin, par le Comité de la Convention sur la Cybercriminalité (T-CY), notamment en ce qui concerne l'annonce d'une audition publique prévue le 30 novembre 2015 à Strasbourg, et à laquelle le T-PD est invité à participer, qui traitera la question de l'accès de la justice pénale aux données conservées dans le cloud et des réponses aux scénarios du T-CY sur le transfert des données préparées par le groupe de l'Article 29 ;

12. adopte un **avis** portant sur la Recommandation 2067(2015) de l'Assemblée Parlementaire : « Surveillance de masse » et charge son Secrétariat de le transmettre au Secrétariat du Comité des Ministres dans les délais impartis ;

13. convient que le **projet de programme de travail 2016-2017** sera transmis par procédure écrite pour commentaires jusqu'au 31 août 2015 ;

14. prend note des informations présentées par l'expert (Mme S. McCarthy) à l'occasion de la **session focus** dédiée à la question du profilage dans le contexte de la lutte contre le terrorisme présentées et tient un échange de vues avec l'expert ;

15. prend note des **activités et développements majeurs intervenus au niveau national et international** dans le domaine de la protection des données depuis sa dernière réunion Plénière (Informations faisant l'objet d'une compilation spécifique), telle que les activités du groupe CEEPA présentées par la délégation de l'Albanie et la Conférence européenne des autorités chargées de la protection des données (18-20 mai 2015 à Manchester) ;

16. prend note du rapport de la **Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe** au sujet de ses activités menées entre 2011 et 2014 et des informations relatives au projet de Règlementation révisée et invite le secrétariat à lui transmettre le projet de Règlementation pour commentaires avant son adoption afin de s'assurer la cohérence avec la Convention 108 ;

17. prend note des informations présentées par les **observateurs** qui participent à la réunion ;

18. prend note de la présentation de la **bibliothèque du droit international sur la vie privée** faite par l'expert M. Graham Greenleaf, et accueille favorablement la proposition de l'expert d'organiser un événement permettant d'inviter tous les pays tiers qui ont adopté des législations en matière de protection des données personnelles, afin de mieux connaître la Convention 108 en vue de leur adhésion ;

19. confirme que la 36^{ème} réunion du Bureau du T-PD se tiendra à Paris du 6 au 8 octobre 2015, que la 37^{ème} réunion du Bureau se tiendra à Strasbourg du 9 au 11 décembre 2015 et convient que les dates de la 33^{ème} réunion Plénière seront communiquées ultérieurement par le Secrétariat.

ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

ALBANIA / ALBANIE

Besnik Dervishi, The Commissioner, Rr. Kavajës, Nd. 80, H. 1, Kati 5, 1023, Tirana

Irma Arapi, Acting Head of Communication and Foreign Relations Department, Rr. Kavajës, Nd. 80, H. 1, Kati 5, 1023, Tirana

ANDORRA / ANDORRE

Joan Crespo Piedra, Cap de l'Agencia, Agencia Andorrana de Protecció de Dades Personal - c/DR Villanova, 15 Edif. Conseil Général – AD Andorra la Vella

Anna Cadena, Agencia Andorrana de Protecció de Dades Personals, Carrer Dr. Vilanova núm. 15, Nova seu del Consell General, planta - 5, AD500 Andorra la Vella Principat d'Andorr

ARMENIA / ARMENIE

Vahagn Harutyunyan, Deputy- Head of Division of Struggle against High-tech Crimes, General Department of Combat Against Organized Crime, Republic of Armenia Police, 130 Nalbandyan St. Yerevan

AUSTRIA / AUTRICHE

Matthias Schmidl, Deputy Head of Austrian Data Protection Authority, Hohenstaufengasse 3, 1010 Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Asgar Hajiyev, Legal assistant, Ministry of National Security of the Republic of Azerbaijan, 2, Parliament avenue, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Ketsia Malengreaux, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des droits de l'Homme – Protection de la vie privée, 5-8 Avenue de la Porte de Hal, 1060 Bruxelles

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse, 35 à 1000 Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE

Samira Čampara, Assistant Director, Department for International Cooperation and Public Relations, Personal Data Protection Agency in Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Ventislav Karadjov, Chairman of the Commission for Personal Data Protection of the Republic of Bulgaria, 2, Professor Tsvetan Lazarov blvd., 1592 Sofia

Desislava Nikolova, Legal Affairs, International Cooperation, Planning and Training Directorate, Commission for Personal Data Protection, Republic of Bulgaria

CROATIA / CROATIE

Marko Trošelj, International, EU and legal affairs department, Martićeva 14, 10 000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE (apologised / excusé)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

DENMARK / DANEMARK (apologised / excusé)

ESTONIA / ESTONIE (apologised/excusé)

FINLAND / FINLANDE

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

GEORGIE / GEORGIA

Nino Sarishvili, Head of International Relations and Communications Department, Office of the Personal Data Protection Inspector, 7, Ingorokva Str., 0105, Tbilisi Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Elena Bratanova, Federal Ministry of the Interior, Project Group on Data Protection Reform in Germany and Europe, Directorate-General V (Public Law, Constitutional Law, Administrative Law) Fehrbelliner Platz 3, 10707 Berlin

GREECE / GRECE (apologised/excusé)

HUNGARY / HONGRIE

Péter Kimpiàn, International Affairs and Public Relations Department, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest

ICELAND / ISLANDE (apologised/excusé)

IRELAND / IRLANDE

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

ITALY / Italie (apologised/excusé)

LATVIA / LETTONIE (apologised/excusé)

LIECHTENSTEIN

Philipp Mittelberger, Datenschutzbeauftragter, Stabsstelle für Datenschutz (Data Protection Office), Haus Wille, Kirchstrasse 8, 9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE

Rita Vaitkevičienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate, A. Juozapavičiaus str. 6, Slucko str. 2, 09310 Vilnius

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Elise Thomas, Permanent Representation of Luxembourg to the Council of Europe / Représentation Permanente de Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe

MALTA / MALTE (apologised/excusé)

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Inspection générale de l'administration, Chef de l'Inspection Générale de l'Administration, Ministère d'Etat - Place de la Visitation, 98000 Monaco

Agnès Lepaulmier, Secrétaire Générale de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives de Monaco (CCIN), 12 avenue de Fontvieille, 98000 MONACO

MONTENEGRO (apologised/excusé)

NETHERLANDS / PAYS-BAS (apologised/excusé)

NORWAY / NORVEGE

Øyvind Molven, Advisor, Ministry of Justice

Yngve Olsen Hvoslef, Adjoint au Représentant Permanent / Deputy to the Permanent Representative Délégation Permanente de Norvège auprès du Conseil de l'Europe, 42 rue Schweighaeuser, 67000 Strasbourg

POLAND / POLOGNE

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Inspector General for Personal Data Protection, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

PORTUGAL

Dora Capinha, Legal Adviser, International Affairs Department, Ministry of Justice, Av. D. João II, N. 1.08.01 Torre H, Piso 3, Lisbon

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae Lungu, Head of the Legal Affairs Division and Public Relation for the National Center for the Data Protection, MD-2012 Chişinău

ROMANIA / ROUMANIE

Alexandru George Grigore, Data Protection Specialist, The National Authority for the Supervision of Personal Data Processing, Bd. Magheru no. 28-30, 5th floor, Bucharest 010336

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Anton Markovskiy, Deputy to the Permanent Representative of Russia to the council of Europe

SERBIA/SERBIE (apologised/excusé)

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Angela Sobolciakovà, Legal Advisor, Office for Personal Data Protection of the Slovak republic

SLOVENIA / SLOVENIE

Marijan Conc, State Supervisor for personal data , Information Commissioner Office, Vosnjakova 1, p.p. 78, 1001 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney - Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

SWEDEN / SUEDE

Nils Sjöblom, Legal Adviser, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, [*Chair of the T-PD*], Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »

Dimitar Gjeorgjievski, Director of the Directorate for Personal Data Protection, Street Samoilova 10, 1000 Skopje

UKRAINE

Mykhailo Chaplyga, Commissioner for Human Rights - head of department for public relations and information technology, 01008, Kyiv, Institutaska streetm 21\8

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Laura Smythe, EU and International Data Protection Policy Ministry of Justice | 6.17 Floor, 102 Petty France, London, SW1H 9AJ

URUGUAY (apologised/excusé)

OBSERVERS / OBSERVATEURS

TURKEY / TURQUIE

Abdullah Ömeroğlu, Rapporteur Judge, Mustafa Kemal Mah. 2151. Cad., No: 34/A 06520, Söğütözü-Ankara

THE AUSTRALIAN PRIVACY FOUNDATION / LA FONDATION AUSTRALIENNE POUR LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE (APF / AFP)

Graham Greenleaf AM, Professor of Law & Information Systems, UNSW Australia, Co-Director, Australasian Legal Information Institute (AustLII), Asia-Pacific Editor, Privacy Laws & Business International Report (PLBIR)

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Marise Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Floriane Leclercq, Chargée de mission, Commission nationale de l'informatique et des libertés, 8 rue Vivienne - CS 30223 - 75083 PARIS Cedex 08

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Laurent Lim, CNIL, Juriste chargé de mission, Service des affaires européennes et internationales

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPEEN

Michael Vanfleteren, Administrator in the Secretariat of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs, European Parliament, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Directorate for Citizens' Rights and Constitutional Affairs, Secretariat of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (EDPS)

Jacob Kornbeck, Legal Officer, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels; Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC / CICR)

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

MOROCCO / MAROC

Saïd Ihrari, Président de la Commission nationale pour le contrôle des données à caractère personnel (CNDP), Bd An-Nakhil / Bd Mehdi Ben Barka - Hay Ryad, BP 6838 – Rabat Instituts, 10 000 Rabat

Abderrahman Tamek, Vice consul, Service Conseil de l'Europe / Parlement Européen, Consulat Général du Royaume du Maroc à Strasbourg, 7 rue Erckmann-Chatrian, 67000 Strasbourg

REPUBLIC OF MAURITIUS / REPUBLIQUE DE MAURICE

Drudeisha Madhub, Data Protection Commissioner, Data Protection Office, 4th floor, Emmanuel Anquetil Building, Corner Sir Virgil Naz and Sir William Newton streets, Port Louis, Mauritius

SENEGAL

Mouhamadou Lo, Président de la Commission de protection des Données Personnelles (CDP) 34, Sicap Mermoz, Lot B, près de la station Oilibya, Dakar, Sénégal

TUNISIA / TUNISIE

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, 1, rue Mohamed Moalla, 1002, Tunis

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Eva Souhrada-Kirchmayer, Council of Europe, Strasbourg, France

EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS

Edward William Beaman, BA .LLM. PGCHR .FCMI. FHEA. JP. VR., Senior Lecturer, School of Forensic & Investigative Sciences, University of Central Lancashire, PR12HE

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocat à la Cour – Counsel, DLA Piper France LLP, 27 rue Laffitte, 75009 Paris

Claire Gayrel, Researcher at CRIDS (Research Center on Information, Law and Society) University of Namur (FUNDP), Rempart de la Vierge 5, B-5000 Namur, Belgium

Marie Georges, Consultante, Paris, France

Douwe Korff, Emeritus Professor of International Law, London Metropolitan University, Associate, Oxford Martin School, University of Oxford

Saidbh McCarthy, Sadhbh McCarthy, Director, Centre for Irish and European Security, 3 Clanwilliam Terrace

Grand Canal Quay, Dublin 2

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

Antoinette Rouvroy, Professeur à la Faculté de Droit, Namur, Belgique

Monika Zalnieriute, Research Fellow at Centre for Internet & Human Rights, European University of Viadrina Vilnius g. 14 -7, LT- 01402 Vilnius, Lithuania

INVITED GUESTS

Jenni Elisa Keraenen, Student, University of Central Lancashire, Moor Lane Halls, 136 Moor Lane, PR1 1JR Preston, Lancashire, United Kingdom

COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Matthieu Birker, Adviser / Conseiller

Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

Philippe Boillat, Director General / Directeur général

Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Bioethics / Bioéthique

Laurence Lwoff, Secretary of DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

Törrönen Anneli, Administrator / Administratrice

Criminal Law and Counter-Terrorism Divisions / Divisions du droit pénal et terrorisme

Carlo Chiaromonte, Secretary to the CDPC/ Secrétaire du CDPC

Division for Legal Co-operation / Division de la coopération juridique (CDCJ)

Sonja Agustsdottir, Legal Officer / Juriste, Justice and legal co-operation department / Service de la coopération judiciaire et juridique

SECRETARIAT

Information Society Department / Service de la société de l'information

Media and Internet Governance / Médias et gouvernance de l'Internet

Lee Hibbard, Coordinateur de la politique de l'Internet / Internet Policy Coordinator

Elvana Thaçi, Steering Committee on Media and Information Society / Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), Administrator / Administrateur

Cybercrime Division / Division de la Cybercriminalité

Marie Agha-Wevelsiep, Project Officer

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

TRAINEES / STAGIAIRES

Valeriya Skopintseva, Study visitor / visiteur d'études

INTERPRETERS / INTERPRETES

Amanda Beddows
Gillian Waknehut
Maryline Neuschwander

ANNEXE 2

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

- [T-PD-BUR\(2015\)RAP35Abr](#) Rapport abrégé de la 35^{ème} réunion du Bureau du T-PD (25-27 mars 2015)
- [T-PD-BUR\(2014\)RAP34Abr](#) Rapport abrégé de la 34^{ème} réunion du Bureau du T-PD (16-18 décembre 2014)
- [T-PD-BUR\(2014\)RAP33Abr](#) Rapport abrégé de la 33^{ème} réunion du Bureau du T-PD (30 septembre – 2 octobre 2014)
- [T-PD\(2014\)RAP31Abr](#) Rapport abrégé de la 31^{ème} réunion plénière du T-PD (2-4 juin 2014)
- [T-PD\(2014\)WP](#) Programme de travail du T-PD 2014-2015
- [T-PD\(2014\)Rules](#) Règlement intérieur du T-PD

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. DECLARATION DU SECRETARIAT

M. Philippe Boillat, Directeur Général, Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de droit.

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Experte scientifique: Mme. Cécile de Terwangne, Professeure à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Université de Namur (FUNDP), Belgique.

Action requise: Le comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et examinera le projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108.

- [CAHDATA\(2014\)RAP03Abr](#) Rapport abrégé de la 3^{ème} réunion de CAHDATA (1-3 décembre 2014).

- [Projet de Protocole d'amendement](#) Projet de protocole portant amendement à la Convention 108.
- [Document d'information](#) Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108 avec réserves (uniquement en anglais)
- [Projet de rapport explicatif](#) (uniquement en anglais) Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108 – version révisée.
- [T-PD-BUR\(2015\)04](#) Compilation de commentaires reçus sur le projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108.
- [T-PD-BUR\(2013\)02Rev5](#) Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi.
- T-PD(2015)12 Structure du questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi.

5.ÉTAT DES SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS

Action requise : Le comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

- [Convention 108: tableau des signatures et ratifications](#)
- [Protocole additionnel: tableau des signatures et ratifications](#)

6.ELECTIONS

Action requise : le Comité procédera à l'élection d'un membre du Bureau et à l'élection du Commissaire à la protection des données.

- [T-PD\(2015\)09](#) Memorandum concernant les élections.
- [T-PD\(2015\)10](#) Election du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.

7. PROTECTION DES DONNEES ET POLICE

Experts:

M. Ed Beaman, maître de conférences à l'école des sciences médico-légales et d'investigation, Université de Lancaster, Royaume Uni.

Mme Marie Georges, expert indépendante du Conseil de l'Europe, Paris, France.

Mr Douwe Korff, Professeur émérite de droit international, Université métropolitaine de Londres, Associé, Oxford Martin School, Université d'Oxford, Royaume-Uni

Action requise : le Comité prendra note des informations présentées par les experts sur la base des projets de rapport et tiendra un échange de vues.

- [T-PD\(2015\)06](#) "Draft practical guide regulating the use of personal data in the police sector"
par Ed Beaman
- [T-PD\(2013\)11](#) Recommandation (87)15 – "Vingt-cinq ans après : rapport final " (par M. Cannataci)
(anglais uniquement)
- [T-PD\(2015\)11](#) Passenger Name Records, data mining & data protection: the need for strong safeguards.
Projet de rapport du Conseil de l'Europe par M. Douwe Korff et Mme Marie Georges (anglais uniquement)
- [Résumé du rapport](#) Passenger Name Records, data mining & data protection: the need for strong safeguards.
Projet de rapport du Conseil de l'Europe par M. Douwe Korff et Mme Marie Georges
- [Recommandation N° R \(87\) 15](#) Recommandation visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

8. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Experte: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Avocate à la Cour, DLA Piper France LLP, Paris, France.

Action requise: le comité prendra note des informations présentées par l'expert sur la base du projet de rapport et tiendra un échange de vues.

- [T-PD\(2015\)07](#) Projet de rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse.
- [T-PD\(2015\)02Mos](#) Compilation des réponses reçues au Questionnaire « Technologies médicales et questions des données personnelles »
- [T-PD\(2014\)07](#) « Technologies médicales et questions des données personnelles » Questionnaire (uniquement en anglais)
- [Recommandation N° \(97\) 5](#) Recommandation sur la protection des données médicales.

9. ECHANGES AUTOMATIQUES DE DONNEES

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies et discutera des suites à donner.

- [T-PD\(2014\)05](#) Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales.
- [T-PD-BUR\(2014\)01](#) Rapport sur les implications pour la protection des données d'utilisation croissante des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales , ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent , le financement du terrorisme et la corruption (par Caroline Porasso)
- [Déclaration du G29](#) Déclaration du G29 du 4 février 2015 sur les échanges interétatiques et automatiques des données à caractère personnel à des fins fiscales (*anglais uniquement*).
- [Directive 2014/107/UE](#) Directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 portant amendement à la Directive 2011/16/UE concernant l'échange automatique obligatoire d'information dans le domaine de la taxation.

[OCDE Automatic Exchange of Financial Account Information BACKGROUND INFORMATION BRIEF](#)

OCDE [Standard for Automatic Exchange of Financial Account Information in Tax Matters](#) (Publication that contains the text of the Model Competent Authority Agreement and the Common Reporting Standard, and the Commentaries thereon, as they read on 15 July 2014)

10. BIG DATA

Expert scientifique : Mme Antoinette Rouvroy, Chercheuse permanente au Fonds de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS), Centre d'information et de recherche, Loi et Société (CRIDS), université de Namur, Belgique.

Action requise: le Comité prendra note des informations présentées par l'expert sur la base du projet de rapport préliminaire et tiendra un échange de vues.

- T-PD(2015)08 *Projet du rapport préliminaire par Mme Antoinette Rouvroy et M. Jean-Noël Colin.*

11. ICANN

Expert scientifique : Mme Monika Zalnieriute, Chercheuse au centre d'Internet et des droits de l'Homme à l'Université européenne de Viadrina, Allemagne.

Action requise: Le comité prendra note des informations présentées par l'expert et décidera des suites à donner en la matière.

- [Rapport](#) Les procédures et politiques de ICANN du point de vue des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et des valeurs

démocratiques (en anglais uniquement)

- [T-PD\(2015\)03Mos](#) Compilation des rapports d'experts

12. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise: Le Comité prendra note des informations présentées, décidera des suites à donner et examinera le projet d'avis sur la Recommandation 2067 (2015) – « Surveillance de masse ».

- **APCE**
 - Projet d'avis sur la Recommandation 2067 (2015)
 - [Resolution — “ Surveillance de masse”](#)
 - [Recommandation 2067 \(2015\) – “Surveillance de masse”](#)
 - [Rapport](#) sur la surveillance de masse établi par M. Peter Omtzigt
- **Comité directeur sur les Médias et la Société de l'Information (CDMSI)**
 - [Le projet de recommandation CM/Rec\(2015\) ____](#) du Comité des Ministres destiné aux Etats membres, sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée au sujet de la neutralité du réseau.
 - [Projet de recommandation sur la liberté d'internet.](#)
 - [Projet de rapport sur la liberté de réunion et d'association sur Internet](#) (en anglais)
- **Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)**
 - [Criminal justice access to data in the cloud: challenges - Discussion paper prepared by the T-CY Cloud Evidence Group](#) (anglais uniquement)
 - [Réponse](#) du secrétaire du T-CY à la lettre du T-PD et du groupe de l'Article 29 envoyée au T-CY concernant les différents scénarios sur l'accès transfrontalier des données.
 - [Lettre du président de T-PD et Groupe de l'Article 29](#) envoyée au T-CY concernant les scénarios sur l'accès transfrontalier aux données.
 - [Accès transfrontalier aux données et juridiction : Options pour les actions futures du T-CY](#) (incluant en annexe le projet de note d'orientation sur l'article 32 et le mandat provisoire du “groupe sur les preuves dans le nuage”).
 - [Conférence](#) Octopus 2015 (17-19 juin).
- **Comité de bioéthique (DH-Bio)**
 - [Note d'information fournie par le secrétariat du DH-Bio](#)
- **CODEXTER**
 - [Protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme](#)
- **Commissaire aux droits de l'homme**
 - Issue paper - [Democratic and effective oversight of national security services. Issue paper published by the Council of Europe Commissioner for Human Rights](#) (anglais uniquement)
 - Document thématique - [La prééminence du droit sur l'internet et dans le monde numérique en général](#)

13. AVIS

Action requise : le Comité examinera le projet d'avis soumis pour adoption et prendra note de la compilation d'avis.

- [T-PD\(2015\)01Bi](#) Compilation d'avis
- T-PD(2015)13 Projet d'avis sur la Recommandation 2067 (2015) (voir point 12 pour les documents correspondants)

14. PROJETS DE COOPÉRATION

Action requise: Le Comité prendra note des informations présentées par le secrétariat.

- [Document d'information T-PD-BUR\(2015\)01](#) Projets de coopération du CoE dans le domaine de la protection des données personnelles (*anglais uniquement*)

15. PROGRAMME DE TRAVAIL 2016-2017

Action requise: Le Comité examinera le projet de programme de travail pour 2016-2017 et le finalisera.

- [T-PD\(2015\)WP 2016-2017](#) Projet de programme de travail 2016-2017 (en anglais, en cours de traduction)

16. SESSION FOCUS: PROFILAGE DANS LE CONTEXTE DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Experte: Mme Sadhbh McCarthy, Co-fondatrice et Directrice du centre pour sécurité irlandaise et européenne.

Action requise: Le Comité prendra note des informations présentées par l'expert et tiendra un échange de vues sur la question du profilage dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

17. VUE D'ENSEMBLE SUR LES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENTS MAJEURS INTERVENUS DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DONNEES DEPUIS LA DERNIERE REUNION PLENIERE.

Action requise: Le Comité prendra note des informations présentées et tiendra un échange de vues.

- [T-PD\(2015\)03Mos](#) Compilation des rapports d'experts
- [Résolution sur la coopération entre les autorités chargées de la protection des données](#) Conférence européenne des autorités chargées de la protection des données, 18-20 mai 2015 – Manchester, Royaume-Uni (uniquement en anglais)

- [Resolution: 'Meeting data protection expectations in the digital future'](#) (anglais uniquement) Conférence européenne des autorités chargées de la protection des données, 18-20 mai 2015 – Manchester, Royaume Unis

- GPEN

- [T-PD\(2015\)04Mos](#)
 - [T-PD\(2015\)04Addendum](#)
- Information sur les développements récents intervenus dans le domaine de la protection des données au niveau national

18. COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Action requise: le Comité prendra note des informations présentées par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.

- Rapport d'activité 2011-2014 & intérim (anglais uniquement)
- [Règlement du secrétaire général](#)

19. OBSERVATEURS

Action requise: le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.

20. BIBLIOTHEQUE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LA VIE PRIVEE

Expert: M. Graham Greenleaf, Co-Directeur et Professeur à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, Australie.

Action requise : le Comité prendra note des informations présentées par l'expert.

- The WorldLII International Privacy Law Library - <http://www.worldlii.org/int/special/privacy/>

21. JOURNEE DE LA PROTECTION DES DONNEES

Action requise : le Comité prendra note des informations présentées par le secrétariat.

- [DPD\(2015\)COMPILATION MOS](#) Compilation des pays participants à la journée de la protection des données 2015.

22. PROCHAINES REUNIONS

Action requise: le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions du Bureau et pour la réunion plénière du T-PD en 2016.

23. DIVERS

* * *